

Nom : Vladimir Jacquin

Comité : Sommet UE-CELAC

Pays : Argentine

Problématique : Comment peut-on renforcer la coopération entre l'Europe et la Communautés des États Latino-Américains et des Caraïbes, tout en surmontant les défis environnementaux ?

Dans un contexte politique qui éloigne les Amériques de l'Europe l'Argentine autant que membre influant de la **Communauté des États latino-américains et caribéens** (CELAC) cherche à inverser cette tendance. En effet l'Argentine de Javier Milei cherche à faciliter les échanges transatlantiques tout en réduisant l'asymétrie structurelle dans les échanges UE-CELAC. Le partenariat entre l'Union Européenne (UE) et notre pays est un pilier essentiel pour un multilatéralisme renouvelé. Relancer la collaboration UE-CELAC est une opportunité historique de construire une prospérité tant écologique qu'économique pour chaque membre de ce sommet.

L'Argentine croit dans une collaboration juste et efficace entre les deux membres de ce sommet. Cela passe la réduction des freins règlementaires qui rendent chaque tentative de collaboration plus difficile, cela doit cependant être fait sans aucun compromis envers la durabilité des échanges. Cela passe aussi par le respect complet envers la souveraineté des membres du CELAC. Si ces défis sont surmontés une collaboration transatlantique serait un vrai tournant économique et écologique pour l'Europe et le CELAC, en effet grâce au ressources indispensables pour une transition vers les énergies vertes dont dispose l'Argentine. Notre pays fait en effet partie du triangle du lithium minerais primordial pour cette transition vers un monde plus écologique.

Nous pensons en effet qu'un partenariat équilibré UE-CELAC doit être aligné sur : l'accord de Paris pour une transition juste combinant lutte contre le changement climatique et justice sociale, l'Agenda 2030 de l'ONU et ses objectifs de développement durable (ODD), ainsi que la politique de la « tronçonneuse » de Milei qui cherche à rendre l'administration plus efficace pour faciliter ces échanges.

L'Argentine a déjà montré son engagement par, par exemple, la ratification de l'Accord d'Escazu (2021) qui cherche à renforcer la transparence environnementale. Ainsi que le refus de signer l'accord UE-Mercosur sans garanties de financement des mécanismes anti-déforestation. D'autres solutions que nous pouvons adopter sont l'établissement de fonds transition juste qui cherchent à faciliter le financement d'infrastructures durables.

L'Argentine cherche à avoir un partenariat commercial simplifié, en supprimant certaines modalités coûteuses en temps et en argent, équilibré, en brisant l'asymétrie historique entre la CELAC et l'UE en et durable sans pour autant sacrifier l'efficacité des échanges. Tout cela sans interventions de l'UE dans les politiques nationales.